

« Halte à la casse ! »

À la veille de la journée nationale d'action interprofessionnelle, gros plan sur la révision générale des politiques publiques vue par FO.

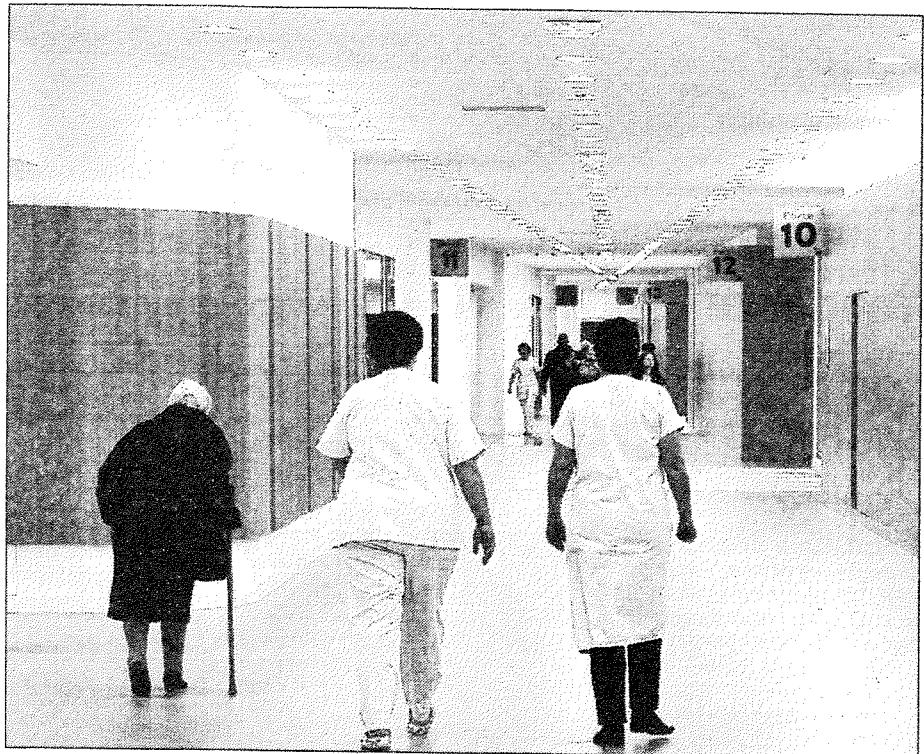
La Révision générale des politiques publiques (RGPP) « est très mal vécue par les fonctionnaires », dixit Alain Grosdemouge, secrétaire général de l'UD-FO qui rappelle « que 500.000 emplois publics auront été supprimés de 2007 à 2013 ». En même temps que le syndicat haut-saônois présentait jeudi « Le Livre noir de la RGPP » (*) plusieurs délégués syndicaux ont illustré le propos avec des exemples locaux pour dire « halte à la casse ! ».

La Poste : Sur les cinq dernières années, la Poste est passée de 87 bureaux de plein exercice (offrant tous les services) à 8 en Haute-Saône. « Il y a encore des points publics ou des agences postales communales où l'on ne peut pas faire toutes les opérations. D'ici peu, il se pourrait même qu'il n'en reste que six », craint Jean-François Simon, délégué syndical FO. Parallèlement, les moyens de remplacement disparaissent : « les facteurs prennent régulièrement des morceaux de tournées en plus de la leur pour pallier une absence. Il comptabilise 200 emplois de moins depuis 2008.

Préfecture et sous-préfecture : Daniel Chipaux qualifie de « vrai plan social » la perte de 31 personnes depuis 2007 soit 18,5 % des effectifs. Sur les 29 départs en retraite, « aucun de compensé à hauteur de un pour deux départs ». En exemple, le délégué syndical cite le service des cartes grises et le nouveau système d'immatriculation : suppression du service de Lure (3 personnes), deux ont été supprimés, l'autre rapatrié à Vesoul qui comprenait six personnes. Conséquences : les usagers doivent se rendre dans un garage « et payer » ou se déplacer à Vesoul avec des « délais d'attente rallongés » (plus de volume à traiter).

Devant cet état de fait, le ministère demande de « rationaliser les processus pour travailler plus vite ». Le délégué FO concède bien « une embauche de vacataire, mais sur un mois pas plus. Le temps qu'il soit formé, il est parti ». Les personnels supportent de plus en plus mal cette situation. Un mal-être s'installe au travail ».

CHI 70 : « La RGPP, il n'était pas question qu'elle s'applique à la santé », rappelle Patrick Pierre, délégué syndical FO. « Sur le terrain, c'est autre chose ». A partir de 2004, s'est mise en place la



■ FO dénonce dans son « livre noir » les effets négatifs de la RGPP.

Photo d'archives

tarification à l'acte » (T2A) qui remplace la « tarification à la journée ». Tarification « profondément injuste », selon M. Pierre, « car elle ne tient pas compte des spécificités de la patientèle (âge, contexte local avec trois sites hospitaliers) ». Par ailleurs, depuis 2010, le ministère a réduit le prix de l'acte (-1,25 %). Par ailleurs, une hausse des dépenses de 3,3 % est prévue par la FHF (Fédération hospitalière de France). Malgré une activité en hausse en Haute-Saône (+3% en hospitalisation complète ; +13% hospitalisation de jour). On va se retrouver avec un déficit structurel de 1,1M€. Les charges de personnel représentent 75 % du budget. Selon le syndicaliste, « la piste pour réduire le déficit sera de réduire le personnel. S'ensuivent un non-respect des jours de repos, des rappels fréquents pour boucher les trous. En 2010, les heures supplémentaires générées au CHI70 sont équivalentes à 34 postes pour 1.400 agents ».

EHPAD du CHI70 (Ets d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) : le plan grand âge avait pour but d'améliorer le nombre d'agent par personne hébergée. En 2006-2009, il y a eu 7 postes de créés par année. En 2010-2011, aucun poste de créé : « Le plan grand âge est

passé à la trappe », situe M. Pierre.

Trésor : Depuis fin 2008, moins 5 trésoreries en HS rappelle, Estelle Lamboley. Par ailleurs, « on parle chez nous de deux agents sur trois non remplacés. On se retrouve en sous-effectifs. Les personnes craquent. » La fusion des Impôts et du Trésor Public a été annoncée à grand renfort de pub comme « plus facile pour l'utilisateur ». « Sauf que les agents ne sont pas suffisamment formés. Pour les renseignements complexes, on transfère les demandes au service compétent. Les usagers ne comprennent pas et nous insultent ».

La DIRECCTE : Jean-Michel Cohaut signale qu'avant la RGPP, « les personnels rencontraient déjà des difficultés liées à un manque de moyens humains, une complexité grandissante des textes, des situations sociales dégradées. La tâche s'est aggravée avec la fusion des services de l'inspection du travail ». Il dénonce également les « salaires soumis à une politique de résultats » peu compatible avec les contrôles : « Comment faire quand on sait que certains contrôles peuvent durer un quart d'heure et d'autres une semaine ?... » **C.G.**

(*) Disponible sur le site : www.force-ouvriere70.fr

Plus c
de l'a

La derni
permanen
néral a no
dans le d
d'octroyer
tre agricul
cadre du
l'environn

C'est ég
vention de
dée à trois
la gestio
d'élevage,
ment des
maîtrise
d'origine a

Par aille
bénéficiar
tions agric
affectée ar
l'intégrati
qualité ar
bâtiments

Enfin, au
me 2011 d
serte fore:
de finance
prouvés a
nes du dép
desquels
globale de
allouée po
de leurs tr
tes foresti

expr

Santé

7^e Sem
nation
du reit

Dans le ca
semaine r
organisée
15 octobr
Comté, pa
insuffisan
(AIRC), de
sur la Hau
Mardi 11
de 14 h à
d'accueil
intercomr

Animation Féminité, beauté et élégance à Héricourt pour l'élection de Mis Haute-Saône du comité Je

Auréliette Dell'Anna reine de beauté